



Miramont-de-Guyenne

REPUBLIQUE FRANCAISE  
DEPARTEMENT DU LOT-ET-GARONNE  
**Commune de MIRAMONT-de-GUYENNE**  
**EXTRAIT DU REGISTRE DES**  
**DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL**  
**Séance Ordinaire du 14 avril 2026**

Nombre de membres composant le Conseil : 23  
Nombre de membres en exercice : 23  
Nombre de membres présents : 21  
Nombre de membres représentés : 2

L'an deux mil vingt-six, le quatorze avril, à dix-neuf heures, le Conseil Municipal s'est réuni en l'Hôtel de Ville, sous la présidence de Monsieur Jean-François BOULAY, Maire, en séance ordinaire, sur convocation régulièrement faite le dix avril.

**PRESENTS :**

Laurent BORDIN- Damien BOUHOUIA- Jean-François BOULAY- Amélie CHAMP-Alicia CHARLET- Jérôme COTTIER – Erika DESTANG- Isabel ENRIQUEZ- Michel GANDIN- Magalie GARY- Olivier ISSARTEL- Marc LE BLANC- Laurent LUSTENBERGER- Ana-Cristina MENDES- Muriel MENSAT- Caroline PASQUALI- Didier POTARD- Cécile RICHARD -Luc SAUVE - Patrice STAMPETTA- Jean-Noël VACQUÉ

**REPRESENTÉS :**

Jeannette GUYOT avait donné procuration à Jean-François BOULAY  
Patricia SULBLÉ avait donné procuration à Muriel MENSAT

**ABSENTS :**

Néant

Secrétaire de séance : Laurent BORDIN

Est nommée Auxiliaire du Secrétaire de séance la Directrice Générale des Services : Marion JUGE

**Délibération n°DL.2026-066-533 : AGENCE DE GESTION ET DEVELOPPEMENT INFORMATIQUE (A.GE.D.I) – DESIGNATION DE DELEGUES DE LA COMMUNE**

Monsieur Le Maire, rapporteur, expose :

A la suite du renouvellement général des conseils municipaux, le conseil municipal doit procéder à l'élection de ses représentants ou délégués pour siéger au sein des différents organismes extérieurs auxquels elle adhère, et notamment dans les assemblées délibérantes des établissements publics de coopération intercommunale tels que le Syndicat Intercommunal A.GE.D.I.

Les statuts du Syndicat prévoient l'élection d'un délégué unique.

Aussi, pour faire suite aux élections municipales du 22 mars dernier, il convient de procéder à l'élection du délégué du Conseil Municipal chargé de représenter la Commune au sein du Comité Syndical du Syndicat Intercommunal A.GE.D.I..

Le Conseil Municipal ;

Ayant entendu l'exposé de son rapporteur ;

Vu, le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment son article L.2121-33 précisant les conditions de désignation des représentants de la Commune par le Conseil Municipal au sein d'organismes extérieurs ;

Vu l'arrêté Préfectoral DFEAD-3B-98 du 22 janvier 1998 du préfet de Seine et Marne, créant le Syndicat AGEDI ;

Vu l'arrêté Préfectoral DRCL-BCCCL du 16 juin 2011 du préfet de Seine et Marne, autorisant la modification des statuts du Syndicat AGEDI ;

Vu les statuts du Syndicat ;

Vu la candidature déclarée afin de siéger au sein du Conseil Syndical du Syndicat A.GE.D.I. en tant que représentant de la Commune ;

Vu la décision des conseillers municipaux de ne pas procéder aux présentes nominations au scrutin secret en vertu de l'article L.2121-21 al.6 du code général des collectivités territoriales ;

Considérant la nécessité de désigner les représentants de la Commune au sein du Conseil Syndical du Syndicat ;

Après en avoir délibéré ;

**DÉCIDE**

**Article Premier** : Monsieur Laurent BORDIN, Conseiller Municipal, est élu délégué de la Commune au sein du Conseil Syndical de l'Agence de Gestion et Développement Informatique (A.GE.D.I.) ;

**Article 2** : l'intéressé a déclaré accepter d'assurer ces fonctions ;

**Article 3** : Monsieur le Maire est autorisé à prendre tous les actes nécessaires à l'exécution de la présente délibération ;

Conformément aux dispositions de l'article R.421-1 du Code de Justice Administrative, la présente délibération peut faire l'objet d'un recours, formé auprès du Tribunal Administratif de Bordeaux, dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou de sa notification ; en cas de recours ne nécessitant pas la présence d'un avocat, le tribunal susmentionné peut être saisi via le site « Télérecours Citoyens » à l'adresse suivante : [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

Nombre de suffrages exprimés : **23**

Délibération **adoptée** à l'**UNANIMITÉ**.

Le Maire certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire de la présente délibération, compte tenu de sa transmission au contrôle de légalité et de sa publication, conformément à l'article L.2131-1 du code général des collectivités territoriales.

Pour extrait conforme au registre des délibérations du Conseil Municipal.

Fait à Miramont-de-Guyenne, le 23 avril 2026

Le secrétaire de séance

Le Maire,

Laurent BORDIN

